

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement

Orléans, le 27 mars 2015

Unité territoriale du Loiret

INSTALLATIONS CLASSEES

SMICTOM de Sologne

Déchetterie de MENESTREAU EN VILLETTE
Déchetterie de MARCILLY EN VILLETTE
Déchetterie de LA FERTE SAINT AUBIN

**Arrêtés préfectoraux autorisant les déchetteries à poursuivre leur
exploitation (mise à jour de la situation administrative et
actualisation des prescriptions applicables)**

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

1. Présentation des installations visées

Le Syndicat Mixte de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères (SMICTOM) de Sologne exploite les installations suivantes et visées par le présent rapport :

- la déchetterie sise rue Denis Papin sur le territoire de la commune de la FERTE SAINT AUBIN dont les activités sont actuellement réglementées par l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2005 accordant à la ville de LA FERTE SAINT AUBIN une dérogation aux distances réglementaires pour l'exploitation d'une déchetterie et d'une plate-forme de compostage de déchets verts soumises à déclaration et imposant des prescriptions particulières ;
- la déchetterie sise rue de Vienne en Val, CD7, sur le territoire de la commune de MARCILLY EN VILLETTE dont les activités sont réalisées sous couvert du récépissé de déclaration en date du 4 décembre 1991 au titre de la rubrique 268 bis ;
- la déchetterie sise rue des Falourdes sur le territoire de la commune de MENESTREAU EN VILLETTE dont les activités sont réalisées sous couvert du récépissé de déclaration en date du 6 octobre 2000 au titre de la rubrique 2710-2.

Les établissements visés précédemment sont exploités sur une emprise au sol inférieure à 2 500m².

2. Objet de la demande

2.1. Contexte réglementaire

Le décret du 13 avril 2010 n° 2010-369 a modifié la nomenclature des installations classées en créant d'autres rubriques de cette nomenclature et notamment la rubrique 2791 « installation de traitement de déchets non dangereux ».

De plus, le décret n° 2012-384 du 20 mars 2012 a également modifié, à compter du 23 mars 2012, la rubrique 2710 dont les seuils s'apprécient désormais en quantité de déchets dangereux et en volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation.

2.2. Demande de l'exploitant

Par courrier en date du 12 mars 2013, Monsieur Jean Michel DEZELU, agissant en qualité de présent du SMICTOM de Sologne, a adressé à Monsieur le préfet :

- une demande de bénéficier des droits acquis pour les 3 déchetteries au regard de la rubrique 2710 suite à la modification de cette rubrique par le décret cité supra ;
- une demande de modification des conditions d'exploiter en ajoutant l'activité de broyage d'une partie des végétaux admis au sein des 3 déchetteries avant d'être acheminés vers des exutoires ad hoc. Ainsi, l'exercice de cette activité de broyage de végétaux relève de la rubrique 2791 instaurée par le décret cité supra.

3. Mise à jour de la situation administrative

Compte tenu de ce qui précède et de la demande effectuée le 12 mars 2013 par le SMICTOM, Monsieur le préfet a pris acte par courrier du 1^{er} août 2014 de la demande du SMICTOM de bénéficier de l'antériorité au titre de la rubrique 2710 pour chacune des trois déchetteries sises respectivement à LA FERTE SAINT AUBIN, MENESTREAU EN VILLETTE et MARCILLY EN VILLETTE.

Ce courrier a également actualisé la situation administrative des trois établissements précités en y intégrant également les activités de broyage de déchets verts.

Le tableau de classement des activités de chaque établissement est présenté par la suite.

3.1. Déchetterie de LA FERTE SAINT AUBIN

Les activités exercées dans l'installation sont visées par les rubriques de la nomenclature suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Régime	Observation
2710-1-a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. La quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes	A	La quantité maximale de déchets dangereux susceptibles d'être entreposée dans l'installation est de 10 tonnes.
2710-2-a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Le volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 600 m ³ .	A	Le volume maximal de déchets non dangereux susceptibles d'être entreposés dans l'installation est de 1 450 m ³ .
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 tonnes / jour	A	La capacité maximale de broyage de végétaux sur site est de 150 tonnes / jour de broyage effectif.
2171	Dépôts de Fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole. Le dépôt étant supérieur à 200 m ³	D	Le dépôt de support de culture dans l'installation est au maximum de 265 m ³ .
2780-1	Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires :	NC	Production annuelle de compost de 650 tonnes soit 1,8 tonnes / jour.

A (autorisation), E (enregistrement), D (Déclaration) et NC (non classable)

3.2. Déchetterie de MENESTREAU EN VILLETTE

Les activités exercées dans l'installation sont visées par les rubriques de la nomenclature suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Régime	Observation
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 tonnes / jour	A	La capacité maximale de broyage de végétaux sur site est de 125 tonnes / jour de broyage effectif.
2710-2-b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Le volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³ mais inférieur à 600 m ³ .	E	Le volume maximal de déchets non dangereux susceptibles d'être entreposés dans l'installation est de 580 m ³ .
2710-1-b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. La quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne mais inférieure à 7 tonnes.	DC	La quantité maximale de déchets dangereux susceptibles d'être entreposée dans l'installation est de 5 tonnes.

A (autorisation) et E (enregistrement) et DC (Déclaration)

3.3. Déchetterie de MARCILLY EN VILLETTE

Les activités exercées dans l'installation sont visées par les rubriques de la nomenclature suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Régime	Observation
2710-1-a	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. La quantité de déchets dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieure ou égale à 7 tonnes	A	La quantité maximale de déchets dangereux susceptibles d'être entreposée dans l'installation est de 10 tonnes.
2710-2-b	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets. Le volume de déchets non dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m ³ mais inférieur à 600 m ³ .	E	Le volume maximal de déchets non dangereux susceptibles d'être entreposés dans l'installation est de 550 m ³ .
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 tonnes / jour	A	La capacité maximale de broyage de végétaux sur site est de 125 tonnes / jour de broyage effectif.

A (autorisation) et E (enregistrement) et DC (Déclaration)

4. Garanties financières

Conformément aux dispositions de l'article R.516-1 du Code de l'environnement et à celles des arrêtés ministériels d'application susmentionnés, les installations susceptibles, en raison de la nature et de la quantité des produits et déchets détenus, d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux sont désormais soumis à l'obligation de garanties financières.

Le SMICTOM de Sologne est donc soumis pour les trois déchetteries exploitées respectivement à LA FERTE SAINT AUBIN , MENESTREAU EN VILLETTE et MARCILLY EN VILLETTE qu'il exploite, à l'obligation de calcul des garanties financières du fait que ces dernières sont toutes soumises à autorisation pour la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées (broyage de végétaux).

En ce sens, les calculs du montant des garanties financières pour les trois déchetteries ont été proposés à l'inspection le 20 novembre 2014 puis complété le 9 janvier 2015.

Après examen par la DREAL et compte tenu des divers compléments apportés par l'exploitant, le calcul est considéré comme conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines et à celles de la note DGPR référencée BSSS/2013-265/EF du 20 novembre 2013.

Ainsi, l'inspection des installations classées a retenu un montant de garanties financières de :

- 82 088€ TTC pour la déchetterie de LA FERTE SAINT AUBIN ;
- 72 513€ TTC pour la déchetterie de MENESTREAU EN VILLETTE ;

Compte tenu que le montant des garanties financières évalué excède le montant de garantie de 75k€ pour la déchetterie de LA FERTE SAINT AUBIN, l'exploitant est tenu de constituer des garanties financières dans les conditions prévues à l'article R.516-2 du code de l'environnement auprès d'organismes définis à ce même article (entreprise d'assurance, société de caution mutuelle, caisse des dépôts et consignations...). Le projet d'arrêté préfectoral de cette déchetterie impose à l'exploitant la constitution des garanties financières.

Cependant, en ce qui concerne la déchetterie de MENESTREAU EN VILLETTE, le montant des garanties financières étant inférieur à 75 k€ TTC, l'exploitant n'est pas tenu de les constituer. Toutefois, les projets d'arrêtés préfectoraux imposent à l'exploitant pour ces deux déchetteries, la révision du montant du calcul dans un délai de 5 ans puis un réexamen tous les 5 ans.

A noter que les quantités de déchets sur lesquelles l'exploitant s'est positionné dans le cadre du calcul des garanties financières lui sont imposées dans les divers projets d'arrêtés préfectoraux.

Toutefois, à la date du présent rapport, l'exploitant n'avait toujours pas transmis la proposition de calcul du montant des garanties financières pour la déchetterie de MARCILLY EN VILLETTE. C'est pourquoi le projet de prescriptions techniques joint impose à l'exploitant la remise dudit calcul dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté.

5. Prescriptions introduites dans les projets d'arrêtés préfectoraux

Au regard de l'évolution de la réglementation, de la nomenclature des installations classées ainsi que de la situation administrative des 3 déchetteries, les projets d'arrêtés imposent :

- la réalisation d'une campagne acoustique dans les six mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, puis tous les 3 ans et ce, pour les déchetteries de MARCILLY et MENESTREAU compte tenu que l'arrêté préfectoral du 28 novembre 2005 intègre déjà ces dispositions pour la déchetterie de LA FERTE SAINT AUBIN ;
- les dispositions à prendre contre les effets directs et indirects de la foudre instaurées par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié pour les trois déchetteries ;
- les dispositions ministérielles applicables au titre des rubriques 2710-1 et 2710-2 pour les trois déchetteries (admission des déchets, conditions de stockage, moyens de lutte contre l'incendie, gestion des déchets...) ;
- la fourniture d'une étude de dangers pour chacune des trois déchetteries dans un délai de six mois suivant la notification de l'arrêté préfectoral.

La réalisation de cette étude est motivée du fait qu'au regard des activités exercées sur ces sites, l'inspection des installations classées ne dispose pas d'éléments concernant notamment les risques présentés par ces installations de déchetterie et de broyage de végétaux.

Egalement, compte tenu que l'article R.513-2 du code de l'environnement prévoit que, dans le cas d'installations fonctionnant au bénéfice des droits acquis, le préfet peut exiger la production des pièces mentionnées à l'article R.512-6 du code de l'environnement, qui comprennent notamment l'étude de dangers telle que citée précédemment ;

- la mise en œuvre des aménagements au sein de la déchetterie de MENESTREAU EN VILLETTE répondant aux mesures proposées par la SMICTOM dans sa transmission du 5 février 2009 à Monsieur le préfet et ce, suite aux requêtes récurrentes portées par les riverains proches quant à des nuisances olfactives, visuelles et sonores générées par le fonctionnement de la déchetterie précitée.

Les aménagements à mettre en place concernent notamment :

- l'aménagement d'un merlon bordant la clôture séparant la propriété sise au 335 route des Saints Martin à MENESTREAU EN VILLETTE de la déchetterie (2 mètres en latéral vers l'intérieur du site) ;
- le rehaussement du merlon susvisé afin de l'élever à une hauteur de 1,5 mètres ;
- la plantation d'une haie d'arbustes disposée entre le merlon et la clôture précitée.

6. Conclusion et propositions

En conséquence, au vu des éléments précités, le service de l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet du LOIRET, après avis des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST), d'autoriser le SMICTOM de Sologne à poursuivre l'exploitation des déchetteries sises à MESNESTREAU EN VILLETTE , MARCILLY EN VILLETTE et LA FERTE SAINT AUBIN sous réserve du respect des prescriptions des projets d'arrêtés annexés au présent rapport pris en vertu de l'article R.512-31 du code de l'environnement.

L'inspecteur de l'environnement en charge des
installations classées ,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme à M. le préfet de la région Centre-Val de Loire, préfet du Loiret,
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL – 45042 ORLEANS.

Pour le Directeur,

Signé